

CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES



NATIONS UNIES

Rapport Annuel

2005

TABLE DES MATIÈRES

- INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR
- PARTICIPANTS
- BÉNÉFICIAIRES
- SITUATION FINANCIÈRE
- ÉTATS FINANCIERS
- PLACEMENTS
- QUESTIONS ACTUARIELLES
- QUELQUES DATES IMPORTANTES
- DOCUMENTS D'ORIENTATION
- FONDS DE SECOURS
- PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET DES COMITÉS

INTRODUCTION DE L'ADMINISTRATEUR

J'ai le plaisir de vous présenter le quatrième Rapport Annuel de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

Ce rapport complète les renseignements détaillés figurant dans la lettre que j'envoie au début de chaque année aux participants et aux bénéficiaires de la Caisse et qui peut être consultée sur notre site Web.

Il donne des informations essentielles sur les activités de la Caisse et attire l'attention sur certains points importants qui présentent un intérêt particulier pour nombre de nos partenaires.

2004 a été une année très active. Parmi les nombreux projets qui ont été réalisés, je mentionnerai l'introduction de nouveaux arrangements bancaires, vaste entreprise qui a mobilisé une bonne partie de notre personnel. Notre politique de continuité des activités a été mise en œuvre et contribue grandement à accroître la sécurité des opérations. Pour ce qui est des prestations, la situation actuarielle de la Caisse étant bonne, le Comité mixte a décidé, à sa réunion de juillet 2004, de recommander la levée partielle d'une des mesures d'économie décidées au début des années 80, qui avait eu pour effet de réduire de 1,5 point de pourcentage l'ajustement initial de la pension. Le Comité mixte a également approuvé une nouvelle disposition qui prévoit pour la double filière, dans le cadre du système d'ajustement des pensions, une prestation minimale garantie égale à 80 % du montant correspondant à la filière dollar. Ces deux décisions ont été approuvées par l'Assemblée générale des Nations Unies, et prendront effet au 1^{er} avril 2005.

La Caisse a poursuivi ses efforts pour mieux servir les intérêts de ses clients en améliorant l'efficacité globale de ses activités, et a fait d'importants progrès dans ce domaine. Un usage accru de l'Internet et la publication de brochures spécialisées permettent désormais aux participants et aux bénéficiaires travaillant ou résidant dans le monde entier d'avoir plus facilement accès aux renseignements dont ils ont besoin. Par ailleurs, et nous le regrettons, force est de reconnaître que nous avons pris beaucoup de retard dans le traitement des demandes de passage à la double filière, qui ont énormément augmenté pendant le deuxième semestre de 2004 en raison de la baisse continue du dollar des États-Unis.

En ce qui concerne les placements, la valeur de réalisation des actifs de la Caisse, gérés par le Service de la gestion des placements, atteignait 29,4 milliards de dollars au 31 décembre 2004, soit presque 10 milliards de dollars de plus qu'à la fin de 2002.

En 2005, nous poursuivrons nos efforts pour faire face de façon maîtrisée à l'augmentation rapide des activités de la Caisse; nous nous installerons dans de nouveaux locaux convenant mieux à nos besoins croissants et nous agirons pour nous conformer dans nos activités courantes aux objectifs du développement durable et aux principes du Pacte mondial soutenus par l'Organisation des Nations Unies. Je présenterai également au Comité permanent, en juillet 2005, la deuxième Charte de management, dont les objectifs et les plans d'action détaillés serviront de cadre à nos activités pour la période 2005-2007.

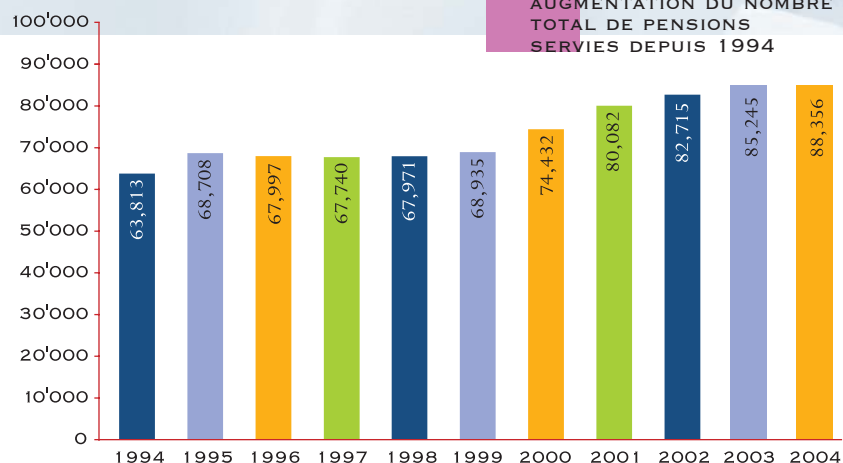
Je tiens à remercier chacun d'entre vous, partenaires de la Caisse, de votre soutien constant et de la part que vous prenez à la réalisation de ces objectifs.

Bernard Cochemé
L'Administrateur de la Caisse commune
des pensions du personnel des Nations Unies

PARTICIPANTS

Au 31 décembre 2004, la Caisse comptait 88 356 participants actifs en service dans les 20 organismes qui lui sont affiliés. La répartition des participants par organisme était la suivante: Organisation des Nations Unies: 59 542; Organisation mondiale de la santé: 9 498; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture: 5 822; Organisation internationale du Travail: 3 221; Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture: 2 528; Agence internationale de l'énergie atomique: 2 217; Organisation mondiale de la propriété intellectuelle: 1 206; Union internationale des télécommunications: 875; Organisation de l'aviation civile internationale: 863; Organisation des Nations Unies pour le développement industriel: 791; Fonds international de développement agricole: 488; Organisation maritime mondiale: 351; Organisation météorologique mondiale: 287; Centre international pour le génie génétique et la biotechnologie: 162; Organisation mondiale du tourisme: 95; Centre international d'études pour la préservation et la restauration des biens culturels: 39; Tribunal international du droit de la mer: 34; Autorité internationale des fonds marins: 28; Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes: 11; Cour pénale internationale: 298. Le 1^{er} janvier 2005, l'Union interparlementaire est devenue le 21^e organisme affilié à la Caisse.

CAISSE DES PENSIONS
AUGMENTATION DU NOMBRE
TOTAL DE PENSIONS
SERVIES DEPUIS 1994



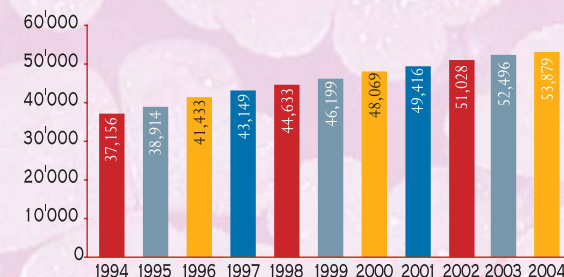
BÉNÉFICIAIRES

Au 31 décembre 2004, la Caisse servait 53 879 prestations périodiques, qui se répartissaient comme suit: 17 338 pensions de retraite; 12 092 pensions de retraite anticipée; 6 613 pensions de retraite différée; 8 150 pensions de veuve; 526 pensions de veuf; 960 pensions d'invalidité; 8 156 pensions d'enfant et 44 pensions de personne indirectement à charge.

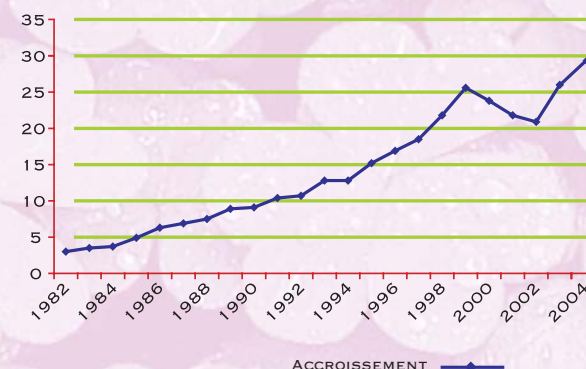
SITUATION FINANCIÈRE

Les états financiers de la Caisse sont signés par l'Administrateur et vérifiés, tous les deux ans, par un comité externe de commissaires aux comptes. Les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2004 ne sont pas vérifiés. En 2004, la Caisse a connu une augmentation de 3,6 % du nombre de participants actifs, qui est passé de 85 245 le 1^{er} janvier 2004 à 88 356 le 31 décembre 2004. Le nombre de pensions servies a également augmenté (de 2,6 %) pendant la même période, passant de 52 496 à 53 879. Le montant total des pensions servies pour l'exercice clos au 31 décembre 2004 a atteint 1 milliard 110 millions de dollars, soit une augmentation de 8,4 % par rapport à l'exercice précédent. Pendant la période considérée, les prestations ont été versées dans 15 monnaies différentes. Le montant total des dépenses engagées au titre des prestations et des frais d'administration et de gestion du portefeuille, à savoir 1 milliard 350 millions de dollars, a dépassé d'environ 112 millions de dollars celui des recettes provenant des cotisations. Le montant des cotisations reçues est passé de 1 milliard 140 millions de dollars pour l'exercice clos au 31 décembre 2003 à 1 milliard 240 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 décembre 2004, ce qui représente une augmentation d'environ 9 %. La valeur de réalisation des actifs de la Caisse est passée de 25,7 milliards de dollars au 31 décembre 2003 à 29,2 milliards de dollars au 31 décembre 2004, progressant d'environ 13,6 %. Le graphique à droite, montre son évolution entre 1982 et 2004:

CAISSE DES PENSIONS
AUGMENTATION DU NOMBRE
TOTAL DE PENSIONS SERVIES
DEPUIS 1994



VALEUR DE RÉALISATION DES ACTIFS
DE LA CAISSE DU 31 DÉCEMBRE 1982 AU
31 DÉCEMBRE 2004 (EN MILLIARDS DE
DOLLARS DES ETATS-UNIS)



ÉTATS FINANCIERS: ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF ET ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

pour les exercices clos le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2003

ÉTAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF

au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2001

	2004	2003
ACTIFS		
Liquidités et dépôts à terme	308,090,195	382,624,767
Placements	20,677,050,214	18,772,635,780
Comptes débiteurs	298,560,565	280,861,671
Prestations servies par anticipation	18,776,988	9,889,279
TOTAL	21,302,477,962	19,446,011,497
PASSIF ET CAPITAL DE LA CAISSE		
Passif	41,421,667	54,062,594
Capital de la Caisse	21,261,056,295	19,391,948,903
TOTAL	21,302,477,962	19,446,011,497

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES

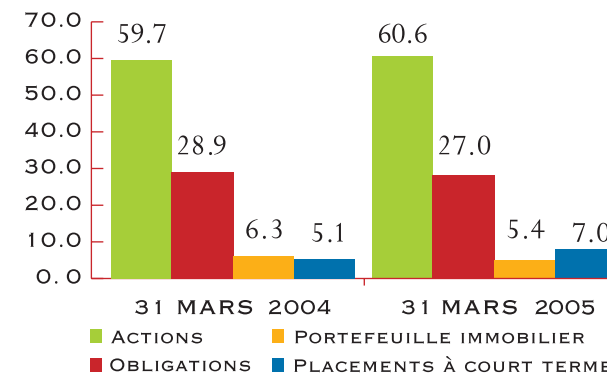
au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2001

	2004	2003
RECETTES		
Cotisations des participants	413,615,038	379,532,117
Cotisations des organismes affiliés	824,143,994	755,952,635
Cotisations versées comme suite à des accords de transfert de droits à pension	443,514	546,285
Excédent des cotisations calculées sur la base de la valeur actuarielle par rapport aux cotisations ordinaires	627,750	401,501
Revenu des placements	1,992,920,619	1,233,390,957
Recettes diverses	-	10,043,906
TOTAL	3,231,750,915	2,379,867,401
DÉPENSES		
Prestations versées	1,306,912,950	1,215,205,313
Dépenses d'administration	44,206,939	46,667,096
Fonds de secours	35,874	40,005
Ajustements sur exercices antérieurs	11,487,760	(671,830)
Excédent net des recettes sur les dépenses	1,869,107,392	1,118,626,817
TOTAL	3,231,750,915	2,379,867,401

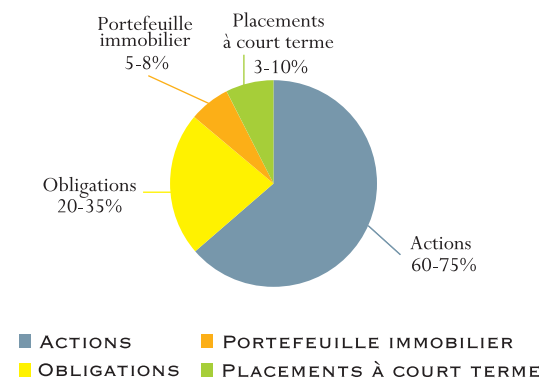
PLACEMENTS

Au 31 mars 2005, la valeur de réalisation des actifs de la Caisse était de 29 milliards 253 millions de dollars, soit une hausse de 2 milliards 664 millions (10 %) depuis le 31 mars 2004, date à laquelle elle était de 26 milliards 589 millions de dollars. En pourcentage, la répartition des actifs était la suivante:

TYPES DE PLACEMENT
PAR CATÉGORIE D'ACTIFS



FOURCHETTES DE RÉPARTITION
À LONG TERME (DIRECTIVES)



Pour l'exercice qui prenait fin le 31 mars 2005, le rendement total ressort à 10,4 %, soit mieux que les 8,9 % de l'indice de référence (composé à 60 % de l'indice Morgan Stanley Capital International World et à 40 % de l'indice Citigroup World Government Bond). La Caisse a eu un rendement supérieur à celui de l'indice de référence sur un, trois et cinq ans. Le tableau ci-après permet de comparer les résultats de la Caisse et ceux de l'indice de référence.

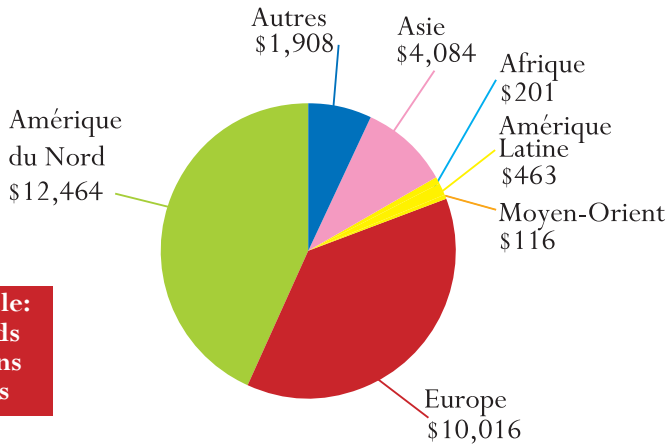
Rendement au 31 mars 2005 (en pourcentage)

	1 an	3 ans	5 ans
Caisse	10.4	10.9	3.2
Indice de référence	8.9	10.2	1.9
Caisse moins indice de référence	1.5	0.7	1.3

DIVERSIFICATION

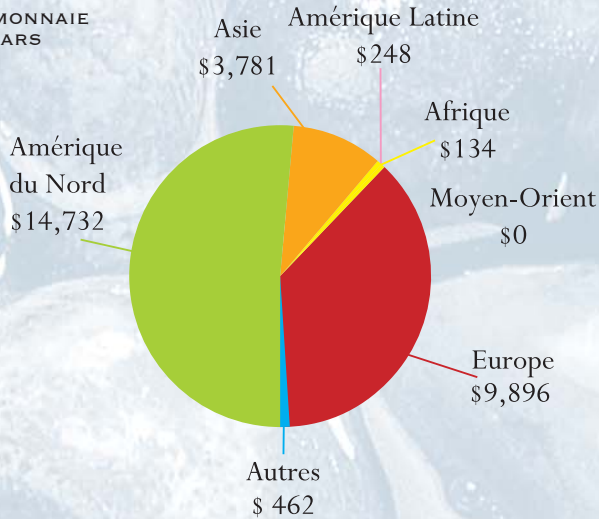
Au 31 mars 2005, les actifs de la Caisse étaient placés dans 43 pays et 6 institutions internationales ou régionales, et ils étaient libellés en 23 monnaies. Le diagramme ci-après indique la valeur des placements par région et par monnaie:

DIVERSIFICATION PAR RÉGION
(EN MILLIONS DE DOLLARS
DES ÉTATS-UNIS)



Valeur totale:
29 milliards
253 millions
de dollars

DIVERSIFICATION PAR MONNAIE
(EN MILLIONS DE DOLLARS
DES ÉTATS-UNIS)



Valeur totale:
29 milliards
253 millions
de dollars

L'objectif à long terme de la Caisse en ce qui concerne ses placements est d'obtenir un taux de rendement réel, corrigé de l'inflation, de 3,5 %. Le taux de rendement réel est le taux nominal corrigé de l'indice des prix à la consommation (IPC) aux États-Unis. Au cours des années précédentes, le taux annuel de rendement des placements de la Caisse, en pourcentage, a évolué comme suit:

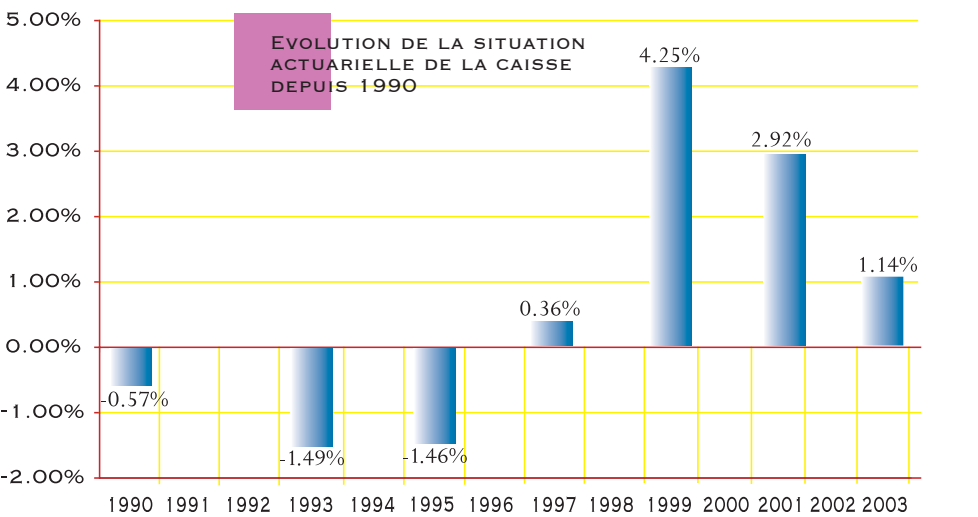
	Taux de rendement annualisés au 31 mars 2005							
	1an	3ans	5ans	10ans	15ans	20ans	25ans	45ans
Taux de rendement nominal	10.4	10.9	3.2	8.7	8.9	10.8	11.2	8.6
Indice des prix à la consommation au Etats-Unis (IPC)	3.1	2.6	2.5	2.5	2.7	3.0	3.6	4.3
Taux de rendement réel (corrigé de l'IPC des Etats-Unis)	7.1	8.1	0.7	6.0	6.0	7.6	7.3	4.1
Excédent (rendement réel moins 3,5%)	3.6	4.6	-2.8	2.5	2.5	4.1	3.8	0.6

On voit que pour toutes les périodes considérées, sauf les cinq dernières années, la Caisse a atteint son objectif à long terme. Annualisé, le taux de rendement nominal sur 10 ans s'établit à 8,7 %, le taux de rendement réel à 6 % et l'excédent à 2,5 %. Sur les 45 dernières années, sur lesquelles il a été calculé, le rendement total des placements de la Caisse a été de 8,6 %, soit un taux de rendement réel (corrigé des variations de l'IPC des États-Unis) de 4,1 %. Ce taux de rendement réel est supérieur à l'objectif à long terme, fixé à 3,5 %.

QUESTIONS ACTUARIELLES

Les services actuariels sont fournis par le cabinet Buck Consultants. Un comité d'actuaire, composé de cinq actuaires indépendants, est également constitué sur la recommandation du Comité mixte. Le Comité d'actuaire a pour rôle de conseiller le Comité mixte sur les questions actuarielles découlant de l'application des Statuts de la Caisse. Ses membres sont originaires des cinq régions du monde.

Évaluation actuarielle : L'évaluation actuarielle la plus récente effectuée par l'Actuaire-conseil a été arrêtée au 31 décembre 2003. Elle a fait apparaître un excédent actuariel pour la quatrième fois de suite. Celui-ci représentait 1,14 % de la masse des rémunérations considérées aux fins de la pension, contre 2,92 %, 4,25 % et 0,36 %, respectivement, pour les excédents constatés lors des évaluations arrêtées au 31 décembre 2001, au 31 décembre 1999 et au 31 décembre 1997. Un excédent de 1,14 % signifie que le taux de cotisation théoriquement requis pour assurer l'équilibre actuariel au 31 décembre 2003 était de 22,56 % de la rémunération considérée aux fins de la pension — le taux de cotisation effectif étant de 23,70 %. Les évaluations sont faites sur la base de diverses hypothèses économiques concernant le rendement futur des placements et l'inflation, et de séries d'hypothèses différentes quant à la croissance des effectifs. L'évaluation ordinaire établie au 31 décembre 2003 reposait sur les trois hypothèses économiques suivantes: a) une hausse de 4,5 % par an de la rémunération considérée aux fins de la pension; b) un taux nominal de rendement des placements de 7,5 % par an; c) un taux d'inflation de 4 % par an, ainsi qu'une croissance nulle des effectifs. Ce type d'analyse est donc fondé sur des **projections**. Le graphique ci-après illustre les résultats des évaluations actuarielles ordinaires, établies sur la base de projections, pour les sept dernières périodes d'évaluation.



Parallèlement à l'évaluation actuarielle, on calcule les ratios de capitalisation pour aider le Comité mixte à évaluer la situation de la Caisse sur la base des données actuelles et non de projections. Le ratio de capitalisation est le rapport entre les actifs actuels de la Caisse et la valeur des droits à prestation acquis (passif) à la date de l'évaluation, en supposant que le régime des pensions cesse d'exister à cette date. Pour ce qui est du passif au 31 décembre 2003, la situation financière de la Caisse est bonne, comme on l'avait déjà constaté lors des sept dernières évaluations. Le ratio de capitalisation, obtenu en divisant la valeur actuarielle des actifs (25 milliards 237,4 millions de dollars) par la valeur actuarielle des droits à prestation acquis (17 milliards 470,4 millions de dollars), est actuellement de 144,5 %. La marge de sécurité est donc de 44,5 %. Le ratio est nettement inférieur si l'on tient compte du système en vigueur qui prévoit l'ajustement des prestations pour compenser l'inflation. Le tableau ci-après indique les ratios de capitalisation pour les années 1990 à 2003, calculés avec et sans ajustement des pensions.

RATIOS DE CAPITALISATION CALCULÉS LORS DES ÉVALUATIONS ARRÊTÉS AU 31 DÉCEMBRE PENDANT LA PÉRIODE 1990-2003

	1990	1993	1995	1997	1999	2001	2003
Sans ajustement des pensions	131	136	132	141	180	161	145
Avec ajustement des pensions	77	81	81	88	113	106	95

D'après les résultats de la dernière évaluation actuarielle, le Comité d'actuaire et l'Actuaire-conseil ont jugé que le taux de cotisation actuel, à savoir 23,7 %, était suffisant pour permettre à la Caisse de faire face à ses obligations en matière de pensions. Le Comité mixte a approuvé leur déclaration concernant la situation actuarielle de la Caisse.



QUELQUES DATES IMPORTANTES

Le Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies a tenu sa session biennale du 13 au 23 juillet 2004 au siège de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), à Montréal (Canada). Le Comité permanent du Comité mixte, qui siège lorsque celui-ci n'est pas en session, se réunira en juillet 2005 au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York. Le Comité des placements continuera à se réunir tous les trimestres. Le Comité d'actuaire a tenu sa réunion annuelle en juin 2005 pour étudier les hypothèses économiques et démographiques à retenir pour la prochaine évaluation actuarielle, qui sera arrêtée au 31 décembre 2005.

DOCUMENTS D'ORIENTATION

Conformément à la Charte de gestion adoptée en 2001, des documents d'orientation ont été publiés dans les domaines suivants: gestion de la qualité, communications, sécurité de l'information, contrôle interne et charte d'audit interne.

FONDS DE SECOURS

La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies dispose d'un fonds de secours qui est alimenté par la Caisse et des contributions volontaires à concurrence d'un montant de 200 000 dollars pour chaque exercice biennal. Il a pour objet d'offrir une aide financière aux bénéficiaires d'une prestation périodique de la Caisse et vise à venir en aide aux personnes qui traversent une situation particulièrement difficile pour cause de maladie, d'infirmité, ou pour d'autres raisons, notamment pour faire face à des frais de funérailles. Les demandes d'intervention du Fonds de secours sont examinées en l'absence de règles rigides, plusieurs facteurs étant pris en compte, dont l'âge, le nombre d'années d'affiliation, le montant de la prestation de la Caisse, le pays de résidence du retraité, la possibilité d'accès à une assurance, l'existence éventuelle d'autres sources de revenus ou d'aide et le contexte dans lequel s'inscrivent les dépenses.

PRINCIPAUX MEMBRES DES ORGANES DÉLIBÉRANTS ET DES COMITÉS: (JUILLET 2004)

COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Président	M. A. Busca [Représentant du chef de secrétariat de l'Organisation internationale du Travail (OIT)]
Premier Vice-Président	M. R. G. Menzel [Représentant des participants de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)]
Deuxième Vice-Président	M. P. Owade [Représentant de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU)]
Rapporteur	Mme T. Panuccio [Représentant du chef de secrétariat du Fonds international de développement agricole (FIDA)]

COMITÉ PERMANENT DU COMITÉ MIXTE DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Président	Mlle C. Pichon [Représentant des participants de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)]
Premier Vice-Président	Mme V. M. González Posse [Représentant de l'Assemblée générale des Nations Unies (ONU)]
Deuxième Vice-Président	M. S. Giwa [Représentant du chef de secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)]

COMITÉ DES PLACEMENTS

Président	M. W. McDonough
------------------	-----------------

REPRÉSENTANT DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LES PLACEMENTS DE LA CAISSE

Représentant	M. C. Burnham (depuis juin 2005)
---------------------	----------------------------------

ADMINISTRATION DE LA CAISSE COMMUNE DES PENSIONS DU PERSONNEL DES NATIONS UNIES

Administrateur	M. B. Cochemé
Administrateur adjoint	M. J. Dietz
Directeur du Service de la gestion des placements	Mme C. Okuda
Chef des opérations	Mme. D. Bull
Chef du Bureau de Genève	M. G. Ferrari
Chef de l'information	M. P. Dooley

COMITÉ D'ACTUAIRES

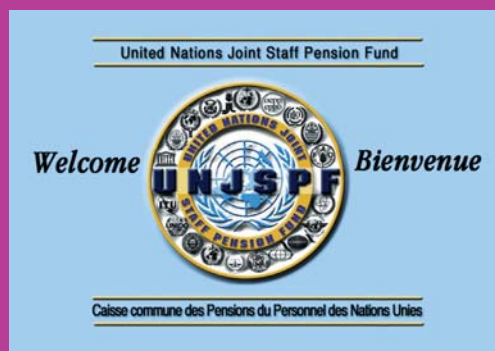
Président	M. A.O. Ogunshola
Vice-Président	M. Pérez Montás
Rapporteur	M. L.J. Martin

ACTUAIRE-CONSEIL

Buck Consultants, Inc.

COMMENT PRENDRE CONTACT AVEC LA CAISSE DES PENSIONS

Pour plus de détails concernant la Caisse des pensions,
consultez son site Web : <www.unjspf.org>



À New York

UNJSPF - c/o United Nations, P.O. Box 5036
New York, NY 10017
United States
Fax: (212)963 3146
Tél.: (212) 963 6931
Mél.: unjspf@un.org

À Genève

Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies
Bureau PN D.108
8-14 Avenue de la Paix
1211 Genève 10
(Suisse)
Fax : +41 (22) 917 00 04
Tél. : +41 (22) 917 18 24
Mél. : <jspfgva@unog.ch>